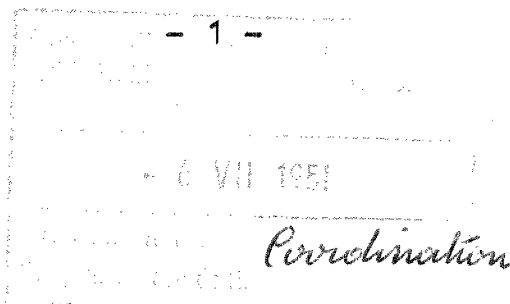




ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 juin 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément", a donné en sa séance du 19 juin 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e Juni 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op stand en bevordering van de officieren van het aanvullingskader", heeft ter zitting van 19 Juni 1951 het volgend advies gegeven:

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

PROJET DE LOI SUR LA POSITION ET L'AVANCEMENT DES OFFICIERS
DU CADRE DE COMPLEMENT.

BAUDOUIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom aux chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Il est institué au sein de la force terrestre, de la force aérienne et de la force navale, un cadre d'officiers de complément, dont le statut est réglé par la présente loi.

Les grades des officiers de complément sont ceux des cadres subalternes.

La présente loi ne s'applique pas aux officiers médecins, pharmaciens, vétérinaires, chefs de musique, ni aux officiers de gendarmerie.

CHAPITRE 1er. RECRUTEMENT.

Article 2.-

Nul ne peut être nommé au grade de sous-lieutenant, d'aspirant de marine ou d'aspirant technicien du cadre de complément s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

- 1° être sous-lieutenant de réserve depuis quatre ans au plus et avoir accompli le service effectif imposé aux miliciens de sa classe;
- 2° être issu du cycle de formation des candidats officiers de réserve de la classe de milice 1948 pour la force terrestre et de celle de 1949 pour les deux autres forces, ou de l'une des classes postérieures;
- 3° avoir subi avec succès les épreuves sur la connaissance approfondie de l'une des deux langues nationales et les épreuves sur la connaissance de la seconde langue nationale prévues par les articles 1er, 2, 3 et 4 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;
- 4° avoir satisfait à un examen médical et à des épreuves d'aptitude physique dont les critères sont établis par le Ministre de la Défense nationale;
- 5° être noté favorablement par ses chefs hiérarchiques et être agréé comme candidat officier du cadre de complément par le Ministre de la Défense nationale;
- 6° avoir souscrit un engagement. Le Roi détermine les conditions de cet engagement et de son renouvellement.
- ~~6° avoir souscrit un engagement. Le Roi détermine les conditions de cet engagement et de son renouvellement.~~

Article 3.-

Les officiers auxiliaires de la force aérienne peuvent être admis dans le cadre de complément à condition de satisfaire aux dispositions de l'article ~~2~~, 3°, 5° et 6°.

Article 4.-

Le Roi fixe chaque année le nombre maximum d'officiers du cadre de complément à recruter.

Le nombre maximum d'officiers du cadre de complément est compris dans les limites des chiffres autorisés par les dispositions légales relatives aux cadres des officiers des forces armées sur le pied de paix.

Le recrutement sera clos huit ans après le jour de la publication de la présente loi.

CHAPITRE II. AVANCEMENT.Article 5.-

L'ancienneté pour l'avancement est déterminée par la date du brevet du dernier grade obtenu dans le cadre de complément et par le classement entre les officiers dont le brevet est de la même date.

Article 6.-

Les sous-lieutenants, aspirants de marine ou aspirants techniciens du cadre de complément ne peuvent accéder au grade de lieutenant, enseigne de vaisseau ou enseigne technicien, qu'après que les sous-lieutenants, aspirants de marine ou aspirants techniciens des cadres actifs nommés deux ans après eux, auront été promus.

Article 7.-

Les lieutenants, enseignes de vaisseau ou enseignes techniciens du cadre de complément ne peuvent accéder au grade de capitaine, lieutenant de vaisseau ou lieutenant technicien, s'ils n'ont justifié de leurs aptitudes professionnelles au cours d'une épreuve dont le programme est déterminé par le Roi.

Cette promotion ne peut avoir lieu qu'après que tous les lieutenants, enseignes de vaisseau ou enseignes techniciens des cadres actifs de leur ancienneté auront été promus à ce grade.

Article 8.-

Les sous-lieutenants, les aspirants de marine et les aspirants techniciens de réserve qui, au cours ou à l'issue d'un rappel de longue durée souscrit en application des prescriptions légales en la matière, se trouvent dans les conditions pour être nommés sous-lieutenants, aspirants de marine ou aspirants techniciens de complément, bénéficient d'une bonification d'ancienneté égale au terme de service actif ainsi effectué.

Article 9.-

Les officiers auxiliaires de la force aérienne sont nommés dans le cadre de complément au jour où ils y sont admis avec le grade dont ils étaient revêtus dans le cadre auxiliaire et avec l'ancienneté de ce grade.

Ils ne peuvent accéder au grade immédiatement supérieur que deux ans après les officiers des cadres actifs de même grade et de même ancienneté dans ce grade.

Article 10.-

Le Roi peut accorder pour l'accession au grade de capitaine, de lieutenant de vaisseau ou de lieutenant technicien un supplément d'ancienneté aux officiers de complément qui, avant leur nomination au grade de sous-lieutenant, aspirant de marine ou aspirant technicien, ont effectué des études supérieures.

Les capitaines, les lieutenants de vaisseau et les lieutenants techniciens de complément qui passent dans les cadres actifs conservent le bénéfice de ce supplément d'ancienneté pour l'accession aux grades ultérieurs.

Le Roi détermine les conditions dans lesquelles ce supplément d'ancienneté pour études supérieures est accordé.

CHAPITRE III. PASSAGE DANS LES CADRES ACTIFS.

Article 11.-

L'officier du cadre de complément peut, à sa demande, passer dans les cadres actifs, s'il satisfait aux conditions suivantes :

- 1° avoir au moins le grade de lieutenant, d'enseigne de vaisseau ou d'enseigne technicien de complément;
- 2° avoir satisfait à un examen portant sur l'ensemble des matières enseignées à l'école royale militaire, division toutes armes, hormis les épreuves linguistiques;
- 3° avoir subi avec succès l'épreuve psychotechnique prévue pour les candidats sous-lieutenants des cadres actifs;
- 4° être noté favorablement par ses chefs hiérarchiques.

L'examen dont il est question au présent article peut être subdivisé éventuellement en trois épreuves, et être présenté deux fois au maximum.

Article 12.-

L'officier de complément prend rang dans les cadres actifs avec son grade et son ancienneté dans ce grade.

Il est classé à la suite des officiers de l'active de cette ancienneté.

Ce classement sert de base en cas de changement d'arme.

CHAPITRE IV. SORTIE DES CADRES.

Article 13.-

En dehors des cas prévus par d'autres dispositions légales; l'officier sort du cadre de complément

à l'expiration
soit/de l'engagement en cours, soit à sa demande,
soit par démission d'office.

Article 14.-

L'officier du cadre de complément, sorti de ce cadre à expiration de l'engagement en cours ou dont la démission a été acceptée, peut, à sa demande et aux conditions fixées par le Roi, soit être réintégré dans le cadre des militaires subalternes par application de l'article 18, soit être replacé dans les cadres de réserve.

Article 15.-

Le Roi peut par arrêté motivé, après avoir pris l'avis d'un conseil d'enquête, démettre l'officier de complément de son grade, soit pour des raisons d'ordre disciplinaire ou pour inaptitude morale, soit pour inaptitude professionnelle.

Le Roi détermine la composition du conseil d'enquête et les règles de procédure à suivre.

Lorsque l'officier de complément a subi la perte du grade ou a été démis de son grade pour des raisons d'ordre disciplinaire ou pour inaptitude morale, il est, s'il a encore des obligations militaires, remplacé soldat ou matelot.

Lorsqu'il a été démis de son grade pour inaptitude professionnelle, il peut, dans les conditions fixées par le Roi, soit être réintégré dans le cadre des militaires subalternes par application de l'article 18, soit être remplacé dans le cadre des officiers ou des sous-officiers de réserve.

Article 16.-

Le Roi, peut, sur proposition d'une commission médicale, décider que l'officier cessera de faire partie du cadre de complément pour inaptitude physique. Dans ce cas, l'intéressé est considéré comme n'ayant plus d'obligations militaires.

Toutefois, l'officier de complément du personnel navigant de la force aérienne reconnu inapte au seul service navigant, peut, à sa demande, soit changer de catégorie dans le cadre de complément, soit être remplacé, aux conditions fixées par le Roi, dans une catégorie autre que celle du personnel navigant du cadre des officiers de réserve.

Article 17.-

Lorsqu'un officier sort du cadre de complément et ne peut bénéficier d'une pension d'ancienneté, un capital est transféré aux organismes compétents en vue d'assurer à l'intéressé et à ses ayants droit les avantages prévus en matière de pension de vieillesse et de survie par le régime de la sécurité sociale applicable aux employés. Ce capital est indépendant de la retenue effectuée sur le traitement en vertu de la législation relative aux pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie; cette retenue reste acquise à l'Etat.

L'officier qui sort du cadre de complément à sa demande, celui qui par application de l'article 18 de la présente loi réintègre les cadres subalternes, et celui qui est privé de son grade par application de la loi du 16 juin 1836 ne bénéficient pas de cette disposition.

Article 18.-

A leur sortie des cadres de complément, les anciens militaires subalternes des cadres actifs peuvent demander à réintégrer les cadres subalternes en vue de leur admission ou réadmission dans le corps des sous-officiers de carrière.

CHAPITRE V. DISPOSITIONS GENERALES.Article 19.-

Sont applicables aux officiers de complément :

- 1° les lois sur la position et l'avancement des officiers dans la mesure où la présente loi n'y déroge pas;
- 2° la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée;
- 3° les lois coordonnées sur les pensions militaires et la législation relative aux pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.Article 20.-

Les adjudants chefs de peloton promus à ce grade après le 19 mars 1945, ainsi que les sous-lieutenants et lieutenants de réserve qui ont souscrit un rappel de longue durée, peuvent être admis dans le cadre des officiers de complément dans le délai de dix-huit mois à compter de la publication de la présente loi.

Les officiers de réserve de pont et les officiers de réserve techniciens en activité de service à la force navale, peuvent être admis dans le cadre des officiers de complément jusqu'au 1er janvier 1956.

.../...

Ces sous-officiers et officiers ne peuvent bénéficier de ces dispositions que s'ils satisfont aux conditions prévues à l'article 2, 3° et 5°.

Article 21.-

§ 1er. Les adjudants chefs de peloton mentionnés à l'article 20, sont nommés au grade de sous-lieutenant de complément au jour où ils sont admis dans ce cadre.

§ 2. Les officiers mentionnés à l'article 20, sont nommés dans le cadre de complément au jour où ils y sont admis et au grade dont ils sont revêtus à ce moment.

Leur ancienneté dans ce grade est déterminée par le temps de service actif effectué dans ce grade.

§ 3. Ces sous-officiers et officiers ne peuvent accéder au grade immédiatement supérieur que deux ans après les officiers des cadres actifs de même grade et de même ancienneté dans ce grade.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

ONTWERP VAN WET OP DE STAND EN DE BEVORDERING VAN DE
OFFICIEREN VAN HET AANVULLINGSKADER.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht
van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Lands-
verdediging en op het advies van Onze in raad
vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landsverdediging wordt
er mede belast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers,
het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst
volgt :

Artikel 1.-

In de landmacht, de luchtmacht en de zee-
macht wordt een kader van toegevoegde officieren in-
gesteld, waarvan het statuut door deze wet wordt ge-
regeld.

De graden van de toegevoegde officieren zijn
die van de lagere kaders.

Deze wet is niet van toepassing op de of-
ficieren-geneesheren, apothekers, veeartsen, kapel-
meesters, noch op de officieren der rijkswacht.

.../...

HOOFDSTUK I.- WERVING.Artikel 2.-

Niemand kan tot de graad van onderluitenant, marine-aspirant of aspirant-technicus van het aanvullingskader benoemd worden, zo hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° sedert ten hoogste vier jaar reserveonderluitenant zijn en de werkelijke dienst opgelegd aan de dienstplichtigen van zijn klasse hebben gedaan;
- 2° de vormingscyclus voor de candidaat-reserveofficieren van de militieklasse 1948 voor de landmacht en van die van 1949 voor de overige twee machten, of van een van de daaropvolgende klassen, doorlopen hebben;
- 3° geslaagd zijn voor de examens over de grondige kennis van een der twee landstalen en voor de examens over de kennis van de tweede landstaal, voorgeschreven in de artikelen 1, 2, 3 en 4 van de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;
- 4° voldaan hebben aan een geneeskundig onderzoek en aan proeven van lichamelijke geschiktheid waarvan de Minister van Landsverdediging de criteria bepaalt;
- 5° door zijn hiërarchische meerderen gunstig zijn aangetekend en door de Minister van Landsverdediging als candidaat-officier voor het aanvullingskader zijn aangenomen;
- 6° een dienstverbintenis hebben aangegaan. De Koning bepaalt de voorwaarden van die verbintenis en van haar vernieuwing.

Artikel 3.-

De hulpofficieren van de luchtmacht kunnen in het aanvullingskader worden opgenomen, mits aan het bepaalde in artikel 2, 3°, 5° en 6° te voldoen.

Artikel 4.-

De Koning stelt ieder jaar het maximumgetal van de aan te werven officieren van het aanvullingskader vast.

Het maximumgetal van de officieren van het aanvullingskader is begrepen in de getallen welke bij de wetsbepalingen betreffende het officierenkader van de krijgsmacht op vredesvoet zijn toegelaten.

De werving wordt gesloten acht jaar na de dag waarop deze wet is bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II.- BEVORDERING.Artikel 5.-

Voor de bevordering wordt de anciënniteit bepaald door de datum van het brevet van de jongste graad bekomen in het aanvullingskader en door de rangschikking onder de officieren met een brevet van dezelfde datum.

Artikel 6.-

De onderluitenanten, marine-aspiranten of aspiranten-technici van het aanvullingskader kunnen slechts tot de graad van luitenant, vaandrig-ter-zee of vaandrig-technicus worden bevorderd, nadat de onderluitenanten, marine-aspiranten of aspiranten-technici van het actief kader die twee jaar na hen zijn benoemd, bevorderd zijn.

.../...

Artikel 7.-

De luitenants, vaandrigs-ter-zee of vaandrigs-technici van het aanvullingskader kunnen slechts tot de graad van kapitein, luitenant-ter-zee of luitenant-technicus worden bevorderd, wanneer zij door een examen waarvan de Koning het programma bepaalt, bewezen hebben de vereiste beroepsbekwaamheid te bezitten.

Die bevordering kan slechts plaats hebben nadat alle luitenants, vaandrigs-ter-zee of vaandrigs-technici van het actief kader met hun anciënniteit tot die graad zijn bevorderd.

Artikel 8.-

Aan de onderluitenant, marine-aspiranten en aspiranten-technici van het reservekader die tijdens of na afloop van een wederoproeping van lange duur, ondertekend bij toepassing van de desbetreffende wetsvoorschriften, voldoen aan de voorwaarden om tot onderluitenant, marine-aspirant of aspirant-technicus van het aanvullingskader te worden benoemd, wordt een bijkomende anciënniteit toegekend, gelijk aan de aldus gedane termijn actieve dienst.

Artikel 9.-

De hulpofficieren van de luchtmacht worden in het aanvullingskader benoemd met ingang van de dag waarop zij er in worden opgenomen met de graad die zij in het hulpkader hadden en met hun anciënniteit in die graad.

.../...

Slechts twee jaar na de officieren van het actief kader met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit in die graad kunnen zij tot de naast hogere graad worden bevorderd.

Artikel 10.-

De Koning kan voor de bevordering tot de graad van kapitein, van luitenant-ter-zee of van luitenant-technicus bijkomende anciënniteit verlenen aan de toegevoegde officieren die, vóór hun benoeming tot de graad van onderluitenant, marine-aspirant of aspirant-technicus, hogere studiën hebben gedaan.

De toegevoegde kapiteins, luitnants-ter-zee en luitnants-technici die naar het actief kader overgaan, behouden deze bijkomende anciënniteit voor de bevordering tot verdere graden.

De Koning bepaalt onder welke voorwaarden deze bijkomende anciënniteit voor hogere studiën wordt verleend.

HOOFDSTUK III.- OVERGANG NAAR HET ACTIEF KADER.

Artikel 11.-

De officier van het aanvullingskader kan op zijn verzoek naar het actief kader overgaan, zo hij aan volgende voorwaarden voldoet :

.../...

- 1° ten minste de graad van toegevoegd luitenant, vaandrig-ter-zee of vaandrig-technicus hebben;
- 2° geslaagd zijn voor een examen over de gezamenlijke vakken waarin op de koninklijke militaire school, afdeling alle wapens, onderwijs wordt gegeven, met uitzondering van de taalexamens;
- 3° de psychotechnische keuring die voor de candidaat-onderluitnants van het actief kader is voorgescreven met goed gevolg hebben ondergaan;
- 4° door zijn hiërarchische meerderen gunstig zijn aangetekend.

Het examen waarvan sprake in dit artikel kan eventueel in drie gedeelten worden gesplitst; men kan er zich ten hoogste tweemaal voor aanmelden.

Artikel 12.-

De toegevoegde officier neemt in het actief kader rang met zijn graad en zijn anciënniteit in die graad. Hij wordt gerangschikt na de officieren van het actief kader met dezelfde anciënniteit.

Bij verandering van wapen wordt die rangschikking als basis genomen.

.../...

HOOFDSTUK IV.- UITTREDING UIT HET KADER.Artikel 13.-

Buiten de gevallen in andere wetsbepalingen vermeld, treedt de officier uit het aanvullingskader, hetzij bij het verstrijken van de lopende dienstverbintenis, hetzij op zijn verzoek, hetzij door ontslag van ambtswege.

Artikel 14.-

De officier van het aanvullingskader die bij het verstrijken van de lopende dienstverbintenis uit dit kader is getreden of wiens ontslag is aanvaard, kan, op zijn verzoek en onder de voorwaarden door de Koning bepaald, hetzij bij toepassing van artikel 18 terug in het kader der lagere militairen worden opgenomen, hetzij in het reservekader worden teruggeplaatst.

Artikel 15.-

De Koning kan bij een met redenen omkleed besluit, na het advies van een onderzoeksraad te hebben ingewonnen, de toegevoegde officier ontslaan van zijn graad hetzij om tuchtrekenen of wegens zedelijke ongeschiktheid, hetzij wegens beroepsonbekwaamheid.

De Koning stelt de samenstelling van de onderzoeksraad en de te volgen rechtspleging vast.

Wanneer de toegevoegde officier het verlies van zijn graad heeft ondergaan, ofwel om tuchtrekenen of zedelijke ongeschiktheid uit zijn graad ontslagen werd, wordt hij, zo hij nog militaire verplichtingen heeft, teruggezet als soldaat of matroos.

.../...

Wanneer hij wegens beroepsonbekwaamheid uit zijn graad ontslagen werd, kan hij, onder de voorwaarden door de Koning bepaald, hetzij bij toepassing van artikel 18 terug in het kader der lagere militairen worden opgenomen, hetzij in het kader der reserveofficieren of -onderofficieren worden teruggeplaatst.

Artikel 16.-

De Koning kan, op voorstel van een geneeskundige commissie, beslissen dat de officier wegens lichamelijke ongeschiktheid niet langer deel uitmaakt van het aanvullingskader. In dit geval wordt de betrokkene geacht geen militaire verplichtingen meer te hebben.

Evenwel kan de toegevoegde officier van het varend personeel der luchtmacht, die slechts voor de vliegdiens ongeschikt is bevonden, op zijn verzoek, hetzij in het aanvullingskader van categorie veranderen, hetzij, onder de voorwaarden door de Koning bepaald, in een andere categorie dan het varend personeel van het kader der reserveofficieren worden teruggeplaatst.

Artikel 17.-

Wanneer een officier uit het aanvullingskader treedt en geen anciënniteitspensioen kan genieten, wordt aan de bevoegde organismen een kapitaal overgemaakt om de belanghebbende en zijn rechtverkrijgenden de voordelen te verzekeren zoals in zake ouderdoms- en overlevingspensioen bepaald door het stelsel der maatschappelijke zekerheid dat op de bedienden van toepassing is. Dit kapitaal is niet afhankelijk van de afhouding die op de wedde wordt gedaan krachtens de wetgeving betreffende

.../...

de pensioenen van weduwen en wezen van de leden van het leger en van de rijkswacht ; deze afhouding blijft de eigendom van de Staat .

De officier die op zijn verzoek uit het aanvullingskader treedt, degene die bij toepassing van artikel 18 van deze wet terug in het kader der lagere militairen wordt opgenomen, en degene die van zijn graad wordt beroofd bij toepassing van de wet van 16 Juni 1836 komen niet in aanmerking voor deze bepaling.

Artikel 18.-

Bij hun uittreding uit het aanvullingskader kunnen de gewezen lagere militairen van het actief kader aanvragen om terug tot het lager kader te kunnen toetreden met het oog op hun opneming of wederopneming in het korps der beroepsonderofficieren.

HOOFDSTUK V.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 19.-

Op de toegevoegde officieren zijn van toepassing:

- 1° de wetten op de stand en de bevordering van de officieren, voor zover de tegenwoordige wet hiervan niet afwijkt ;
- 2° de wet van 16 Juni 1836 betreffende het verlies der graden van de officieren van het leger ;
- 3° de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en de wetgeving betreffende de pensioenen van weduwen en
1 van de leden van het leger en van de rijkswacht.

.../...

HOOFDSTUK VI- OVERGANGSBEPALINGEN.Artikel 20.-

De adjudanten-pelotonsoversten die na 19 Maart 1945 tot deze laatste graad zijn bevorderd, alsmede de reserveonderluitenanten en -luitenanten die een wederoproeping voor lange duur hebben ondertekend, kunnen in het kader der toegevoegde officieren worden opgenomen binnen achttien maanden na de bekendmaking van deze wet.

De reservedekofficieren en de reserve technische officieren in dienstactiviteit bij de zeemacht kunnen tot 1 Januari 1956 in het kader der toegevoegde officieren opgenomen worden.

Deze onderofficieren en officieren komen voor deze bepalingen slechts in aanmerking, mits zij aan de vereisten gesteld in artikel 2, 3° en 5°, voldoen.

Artikel 21.-

§ 1. De adjudanten-pelotonsoversten in artikel 20 vermeld, worden tot de graad van toegevoegd onderluitenant benoemd de dag waarop zij in dit kader zijn opgenomen.

§ 2. De officieren in artikel 20 vermeld, worden in het aanvullingskader benoemd de dag waarop zij er in zijn opgenomen en met de graad die zij op dat tijdstip hebben. Hun anciënniteit in die graad wordt bepaald door de duur van hun actieve dienst in die graad.

.../...

§ 3. Slechts twee jaar na de officieren van het actief kader met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit in die graad, kunnen deze onderofficieren en officieren tot de naast hogere graad worden bevorderd.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

premier président du président
Conseil d'Etat, voorzitter
eerste-voorzitter van
de Raad van State,

M. SOMERHAUSEN,
G. VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat
raadsheren van State,

J. VAUTHIER,

assesseurs de la
section de législation

F. DUCHENE,

bijzitters van de
afdeling wetgeving

G. PIQUET,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier
griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder
toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUETENS.

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

Le

1951.

De

1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.